

À Bichkek, Faure Gnassingbé défend une Afrique libre

Administrateur LJDP — 03 September 2026 — 3 min de lecture



Faure_Bishkek_1

À Bichkek, Faure Gnassingbé plaide pour une Afrique souveraine dans un monde multipolaire. Il appelle aussi à réformer le multilatéralisme.

La multipolarité comme opportunité pour l'Afrique

Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est exprimé à Bichkek sur les transformations de l'ordre international. De nouveaux centres de puissance émergent et de nouveaux équilibres économiques apparaissent. Cette évolution confirme progressivement l'installation d'un monde multipolaire.

Face à cette mutation, Faure Gnassingbé fixe une ambition claire. Le monde multipolaire doit également devenir plus juste. Pour l'Afrique, l'émergence de nouveaux partenaires représente une opportunité. Elle permet au continent de diversifier ses relations et de réduire certaines dépendances.

Le Président du Conseil résume cette orientation par une formule : « **La multipolarité doit nous donner davantage de choix** ». Les pays africains pourraient ainsi sélectionner leurs partenariats selon leurs propres priorités.

Faure Gnassingbé met toutefois en garde contre les conséquences possibles de cette recomposition. Davantage de pôles de puissance ne garantit pas automatiquement davantage de justice. La multipolarité peut aussi accentuer les rivalités, les fragmentations et les rapports de force.

Son ambition consiste donc à éviter « **de remplacer une domination par une autre** ». Le continent doit profiter des nouvelles possibilités sans tomber dans de nouvelles dépendances.

Faure Gnassingbé appelle à transformer l'ONU

Le Président du Conseil établit également un lien entre multipolarité et multilatéralisme. La première multiplie les choix disponibles. Le second doit établir les règles permettant aux États d'exercer librement ces choix.

Dans cette architecture, les Nations Unies conservent une place centrale. « **Les Nations Unies restent indispensables** », affirme Faure Gnassingbé. Il estime cependant qu'elles doivent profondément évoluer.

Le dirigeant togolais pointe notamment la paralysie provoquée par les oppositions entre grandes puissances. Il relève également les différences constatées dans l'application des règles selon les crises. Ces situations peuvent affaiblir leur légitimité.

La représentation africaine constitue également une préoccupation majeure. L'Afrique demeure insuffisamment présente dans certains centres de décision internationaux. Faure Gnassingbé appelle donc à transformer les Nations Unies pour répondre aux réalités contemporaines.

Cette transformation concerne notamment la composition des organes de direction. Elle implique aussi une meilleure articulation entre l'ONU et les organisations régionales.

L'Union africaine et l'Organisation de coopération de Shanghai figurent parmi les institutions citées. Faure Gnassingbé refuse ainsi d'opposer multipolarité et multilatéralisme.

Des partenariats au service du développement africain

Une meilleure représentation internationale ne suffira cependant pas. Les pays du Sud doivent disposer des moyens économiques nécessaires pour exercer réellement leurs choix.

Ils doivent pouvoir financer leur développement et transformer davantage leurs ressources. Ils doivent également créer plus de valeur sur leurs territoires.

Faure Gnassingbé précise alors la nature des coopérations recherchées. « **Nous voulons des partenariats fondés sur l'investissement productif** », déclare-t-il.

Ces partenariats doivent également soutenir les infrastructures, la transformation locale et le transfert des technologies. Cette approche place les retombées économiques au centre des nouvelles coopérations.

L'Afrique doit pouvoir développer ces relations avec plusieurs régions du monde. Faure Gnassingbé mentionne l'Asie, l'Europe et les Amériques. Il inclut également les partenariats entre pays africains.

Le Président du Conseil clôt son raisonnement par une formule particulièrement forte. Elle résume sa conception de la souveraineté africaine dans le nouvel ordre international.

Pour l'Afrique, la multipolarité ne doit pas signifier rejoindre un nouveau bloc. Elle doit offrir au continent une véritable liberté stratégique.

« Elle doit signifier ne plus avoir à choisir de camp. »